Financé par l'Union européenne

PDU-UE : Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du Sahel

Le dialogue multi-acteurs et la gouvernance locale

La dégradation de la sécurité, combinée à l'éloignement géographique, rend difficile l'accès aux services publics et affaiblit la cohésion sociale dans les zones frontalières du Sahel. Dans ce contexte, les communautés locales émergent comme des acteurs essentiels pour restaurer la stabilité et la résilience. Le Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du Sahel -PDU-UE, financé par l'Union européenne, s'appuie sur cette dynamique pour soutenir les leaderships communautaires et les populations locales, en misant sur une approche transfrontalière. Ses initiatives concrètes illustrent la capacité du PDU-UE à développer des modèles de gouvernance locale et transfrontalière réussis.

Membres du Comité de mise en oeuvre du Plan d'action communautaire de cohésion sociale, avec les communautés de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso. © Solidarités International/ IRC / PDU-UE/ UE. 2024

Grâce au dialogue multi-acteurs, le programme participe activement à la gestion des crises immédiates et renforce les bases d'une gouvernance participative qui implique acteurs locaux, autorités et communautés. Cette approche stratégique vise à consolider la cohésion sociale et à optimiser la gestion des ressources. Les défis structurels deviennent ainsi des leviers de stabilisation et de développement durable. *« Objectivement, ce programme apporte une contribution utile et des soutiens concrets aux populations les plus vulnérables »*, affirme Diego Escalona Paturel, Chef de coopération de l'UE au Burkina Faso, soulignant l'impact tangible du dialogue multi-acteurs dans les zones d'intervention.

Soutenir une dynamique collective des acteurs locaux et partenaires du PDU-UE

Le PDU-UE déploie des stratégies et des projets adaptées aux réalités du terrain pour renforcer les capacités des acteurs locaux et les intégrer pleinement dans les processus de décision et de gestion des ressources. Cette approche permet de dépasser les actions de soutien : elle assure la pérennité des initiatives et consolide leur pleine appropriation au sein des communautés.

Son projet RECOSA au Niger incarne cette vision à travers la création et la formation de 20 comités de

Atelier de formation d'un Centre multifonctionnel communautaire villageois ©Progetto Mondo/ PDU-UE/ UE. 2024

gestion de l'eau dans la Province de Tillabéry, couvrant des communes telles que Dargol, Dessa, Kourtheye, Gothèye et Sakoira. Ces comités, composés d'acteurs locaux, jouent un rôle prépondérant dans la prévention des conflits entre éleveurs et agriculteurs, qui souvent rivalisent pour l'accès à cette ressource vitale.

Au Burkina Faso, toujours dans le cadre de RECOSA, des initiatives appuient les communes de Bani, Sebba et Dori pour développer des structures de gestion foncière en milieu rural. Bien que le contexte sécuritaire reste difficile en raison des attaques de groupes rebelles et des contraintes imposées par les mesures anti-terroristes, les formations ciblées offertes aux institutions municipales ont facilité la mise en place de mécanismes de gestion foncière efficaces. Ces actions ont renforcé la capacité des autorités locales à résoudre les conflits fonciers et à sécuriser les droits d'accès aux terres, élément essentiel pour la stabilité et la cohésion sociale.

En outre, les projets menés au Mali et au Burkina Faso par des partenaires tels qu'UNIJED, AGED et Solidarités International, sous l'égide du projet PARIC du PDU-UE, démontrent l'importance d'impliquer activement les acteurs locaux, notamment les jeunes. À travers des activités ludiques et sportives, ces initiatives renforcent la cohésion sociale dans des contextes marqués par des tensions sécuritaires et environnementales. En intégrant des thématiques sur le respect des droits et des devoirs envers la Loi et les autorités, ces actions dépassent le cadre du simple divertissement. Elles créent des espaces d'échange et d'apprentissage qui favorisent la résilience des jeunes face aux défis locaux.

Favoriser la médiation pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles

La gestion des ressources naturelles constitue un pilier stratégique du PDU-UE, avec des initiatives qui reposent sur des mécanismes de gouvernance locale et un dialogue inclusif. Le projet RECOLG, mis en œuvre au Mali et au Niger, en illustre bien cette approche à travers les « Champs-écoles paysans « Ces espaces de formation permettent aux producteurs locaux d'ajuster leurs pratiques agricoles aux conditions climatiques spécifiques tout en intégrant des principes d'agroécologie. Cette démarche soutient une gestion plus efficace des ressources naturelles et encourage l'autonomie ainsi que l'engagement des communautés. Abdoulaye Ouedraogo, membre de la CVC de Barga, dans la province de Yatenga au Burkina Faso, témoigne de l'impact des initiatives de médiation : *« Les cellules multisectorielles de veille citoyenne contribuent à une bonne cohésion sociale »*.

Les « Puits de paix » développés au Niger et au Tchad dans le cadre du projet RECOSOC constituent un autre exemple pertinent. En plus de leur fonction d'approvisionnement en eau, ces infrastructures servent de lieux de rencontre et de dialogue pour les communautés, créant ainsi un environnement favorable à la coopération autour de la gestion des ressources hydriques.

Atelier de formation d'un Centre multifonctionnel communautaire villageois©Progetto Mondo/ PDU-UE/ UE. 2024

Faire face au défi des déplacements de populations et de l'inclusion des personnes déplacées internes (PDI)

La gestion des déplacements de populations déplacées internes représente un défi majeur dans les zones d'intervention du PDU-UE. Le projet PROGRESS, par exemple, met en place des tribunes d'expression populaire au Burkina Faso, créant un espace de dialogue entre les populations locales, les PDI, les autorités publiques et les prestataires de services. Ces espaces de concertation permettent d'identifier les besoins prioritaires, de proposer des solutions collectives et de renforcer l'inclusion sociale des PDI. En bénéficiant de ces initiatives, les PDI, comme Alimata, peuvent non

Atelier de formation à Djib, au au nord du Burkina Faso © PDU-UE/ UE. 2024

seulement exprimer leurs besoins mais aussi recevoir un soutien concret pour améliorer leur situation. Alimata, une personne déplacée interne des zones frontalières du Burkina Faso, témoigne : « *J'ai utilisé une partie de l'argent pour acheter des fournitures scolaires à mes enfants, et l'autre pour développer un petit commerce ambulant et devenir autonome* ». Ses propos montrent concrètement comment les soutiens apportés facilitent leur intégration au sein des communautés d'accueil.

Dans la région de Tillabéry au Niger, des initiatives comme les radio-débats organisés dans le cadre du projet RECOLG offrent une plateforme de communication directe entre les autorités locales et les PDI. Ces actions facilitent l'intégration des PDI et sensibilisent les populations locales aux enjeux de sécurité et de cohésion sociale, renforçant ainsi la compréhension et la collaboration entre les communautés locales et les personnes déplacées internes.

Le PDU-UE incarne une approche pragmatique et innovante pour participer à la stabilisation les zones frontalières du Sahel, en favorisant une gouvernance partagée, inclusive et ancrée dans les réalités du terrain. Chaque projet du PDU-UE, qu'il s'agisse de promouvoir l'agroécologie, de faciliter la médiation ou d'encourager le respect des droits, dépasse la réponse aux besoins immédiats.

- +58.000 personnes ont participé aux activités de formation, de dialogue sur la résolution pacifique de conflits et la cohabitation pacifique du PDU-UE.
- 240.000 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix et résolution des conflits entre communautés hôtes et déplacées. Projet Améliorons nos vies au Burkina Faso et au Niger/ Projetto Mundo.
- 650 activités de formation aux mécanismes d'alerte et de réponse rapide pour la résolution des conflits locaux. Projet Alliance pour la Cohésion Sociale et la Résilience-ACOR au Mali et en Mauritanie/ Humanité et Inclusion.
- 230 représentants des autorités communales formés en gouvernance inclusive et sur l'approche participative et sensible aux conflits. Projet Résilience et cohésion sociale des communautés transfrontalières du Liptako Gourma-RECOLG/ Save the Children.
- 3 500 participants aux activités de formation et de dialogue sur la résolution pacifique de conflits et la cohabitation pacifique. Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel-PROGRESS/ Action
- 30 campagnes d'information sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux. Projet d'Appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communautés de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso-PARIC/ International Rescue Committee.

Cet article a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique. Son contenu relève de la seule responsabilité du PDU-UE et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.